

## **LES FRONTS DE GAUCHE : RÉPONSE COHÉRENTE AUX ATTENTES POPULAIRES ET DÉMOCRATIQUES**



*Jean-Luc Mélenchon. Leader du Front de gauche en France :*

*« Chokri Belaïd était un grand tribun des pauvres, des ouvriers et des femmes »*

*Jean-Luc Mélenchon est le leader du Front de gauche en France qui regroupe 9 partis politiques de la gauche radicale.*

*Lors de l'élection présidentielle française de 2012, il termine quatrième derrière Hollande, Sarkozy et sa première rivale politique Marine Le Pen, en totalisant 11,10% des voix.*

*Né à Tanger en 1951, de parents originaires d'Oran et de Staouéli, ce philosophe de formation fait entendre la voix de la gauche radicale dans ses combats contre l'austérité en Europe.*

*Au plan politique, sa philosophie est de privilégier les relations bilatérales franco-maghrébines. Ce qu'il nous explique dans ce long entretien, à la veille de la tournée maghrébine qu'il va entamer en Tunisie aujourd'hui, le 11 février, et qui le conduira au Maroc le 15 février.*

*Demain, il sera à Alger pour animer une conférence à l'Institut français.*

*Avec une grande diplomatie et son franc-parler habituel, il défend ses positions politiques et appelle la gauche radicale algérienne et maghrébine à s'unifier autour d'un idéal commun.*

**Jean-Luc Mélenchon, leader du Front de gauche en France « Chokri Belaïd était un grand tribun des pauvres, des ouvriers et des femmes »**

*Le peuple algérien, notamment sa communauté établie en France, a découvert et admiré vos positions politiques lors de la présidentielle 2012. Plus de six mois après, quels enseignements tirez-vous de cette élection ?* \_ La campagne présidentielle du Front de gauche a fait émerger une nouvelle grande force politique en France, éduquée, autonome, disciplinée et conquérante. Pour la première fois depuis 30 ans, en rassemblant 4 millions de voix, une deuxième force politique de gauche a réalisé un score à deux chiffres.

Au-delà de ce résultat électoral, notre campagne a lancé un processus d'implication populaire qui se prolonge et s'élargit aujourd'hui dans la résistance aux politiques d'austérité.

Nous incarnons une alternative concrète aux politiques libérales qui détruisent le pays et appauvrissent le peuple. Cette alternative s'appuie sur une nouvelle synthèse politique que nous nommons éco-socialisme. Et sur la méthode de la révolution citoyenne qui veut que le peuple reprenne le pouvoir pour imposer l'intérêt général partout où règnent aujourd'hui les intérêts marchands et financiers. Notre programme sera au pouvoir en France avant dix ans.

*Vous avez déclaré que vous vous sentiez, humainement et socialement, plus proche des Maghrébins que de certains Européens. Et que l'Algérie serait le premier pays où vous vous rendriez en tant que président de la République française.*

*Pouvez-vous nous expliquer le fondement intellectuel de ce positionnement en faveur de relations et de partenariat exceptionnels entre la France et l'Algérie ?*

Je veux donner un signal humain fort qui percute les routines.

Nous constituons par bien des aspects une seule famille humaine, sociale et culturelle des deux côtés de la Méditerranée. Aucun autre pays européen n'est humainement aussi lié que la France aux peuples du Maghreb. Combien d'enfants, de parentèles en commun ? Des dizaines de milliers ! On ne peut en dire autant ni des Lettons ni des Croates pourtant membres de l'Union européenne !

De plus, nos sociétés sont confrontées à de nombreux défis communs, comme l'appauvrissement des travailleurs lié aux politiques libérales ou la précarité rencontrée par une jeunesse de plus en plus éduquée.

En partageant la mer Méditerranée, nous affrontons aussi les mêmes défis écologiques vitaux pour nos peuples puisque plus de la moitié des habitants de nos pays vivent au bord de la mer. Les solutions éco-socialistes que je défends offrent des perspectives de politiques communes pour résoudre des problèmes aussi concrets que le développement des énergies de la mer ou la lutte contre les pollutions qui menacent la biodiversité sur laquelle repose notre écosystème commun. Il n'y a pas d'avenir utile sans que nos peuples s'imbriquent davantage.

*Comptez-vous faire de votre visite en Algérie une occasion pour expliquer votre vision des relations bilatérales franco-algériennes ?*

Je me rends en Algérie, ce 12 février, pour proposer au débat de la gauche, avec l'éco-socialisme, un nouveau chemin partagé de progrès humain entre nos peuples. Nous avons d'immenses chantiers à traiter en commun, en pleine égalité, en s'appuyant sur la souveraineté et l'énergie de nos peuples.

*Lors de sa visite en Algérie, François Hollande a complètement ignoré le combat quotidien de l'opposition démocratique en Algérie, des syndicats autonomes et des défenseurs des droits de l'homme. Que pensez-vous de cette attitude ?*

C'est très curieux, car la tradition veut que le chef de l'Etat français, en déplacement à l'étranger, rencontre naturellement les représentants du pouvoir légitime en place, mais aussi ceux de l'opposition. Je pense que c'est une mauvaise appréciation, faite par le président de la République. Et, franchement, je ne pense pas que les autorités algériennes lui ont demandé ça. Pourquoi l'auraient-elles fait ?

*En ce qui vous concerne, allez-vous donc rencontrer tous ces acteurs de la lutte démocratique en Algérie ?*

Ma visite est très limitée par le temps. Ce sera dans le cadre d'une seule conférence organisée à l'Institut français d'Alger.

Mon objectif est de partager mes réflexions politiques et de sensibiliser la jeunesse maghrébine aux nouveaux enjeux de ce que j'appelle l'éco-socialisme.

Je n'ai pas l'intention de m'impliquer dans les questions politiques des pays qui me reçoivent. D'abord ce n'est pas mon rôle. Puis, je ne veux pas paraître arrogant ou imbu de paternalisme politique. Je viens pour faire état de ma pensée politique laquelle, je sais, est estimée et peut contribuer aux débats de la gauche maghrébine.

*En parlant plutôt de la gauche algérienne, la jeunesse militante de plusieurs partis politiques, comme le FFS, le PST, le PT et le RCD, se retrouve dans l'esprit de revendications communes de la gauche radicale et démocratique. En revanche, ces formations préfèrent faire cavalier seul. Avec votre expérience au sein du Front de gauche, que pensez-vous de cette division qui perdure dans les rangs de la gauche radicale algérienne ?*

Je ne suis pas en mesure de donner des leçons. Je fais confiance à l'intelligence de l'élite politique de la gauche algérienne.

Ce que je peux recommander modestement à tous nos camarades algériens, sans exception, c'est de mesurer l'importance et l'intérêt qu'il y a, à savoir se regrouper. Non seulement du point de vue de l'efficacité électorale mais pour déclencher des dynamiques refondatrices pour chaque partenaire. Regardez, c'est comme ça que nous, fronts de gauche radicale, sommes devenus, en tout cas dans les enquêtes d'opinion, la première force politique en Grèce. C'est comme ça qu'en France, nous sommes ressortis des catacombes. C'est comme ça que nos camarades en Espagne ont franchi la barre des 10% des voix et actuellement dans les enquêtes sont entre 14 et 16%.

En Tunisie, la constitution du Front Populaire a créé une alarme chez les adversaires de la gauche tunisienne. Ce front représente dorénavant une alternative crédible à la disposition du peuple tunisien.

***Mais en Algérie, chacun de ces partis campe sur ses positions et refuse d'aller vers les autres...***

Il faut que nos camarades algériens regardent comment nous fonctionnons au Front de gauche français. Aucun de nous n'a renoncé à ce qu'il est. Les 9 partis qui constituent notre union ne sont pas, pour autant, dissous. Ils agissent toujours, chacun de son faire côté.

En Grèce, il y a 16 partis qui ont unifié leurs efforts pour la défense et la promotion des idées de notre gauche.

En revanche, cette union ne doit pas être seulement un cartel électoral. Elle doit partir d'un programme partagé qui soit constructif.

Il ne faut pas s'enfermer dans l'espoir vain d'une convergence doctrinale.

Cette politique de fronts est une stratégie de gauche qui a prouvé son efficacité.

En Amérique latine, nous n'avons perdu aucune élection depuis 13 ans ! Aucune au Venezuela, en Équateur, en Argentine, en Uruguay, au Brésil, etc.

Je ne veux pas présenter cela comme un modèle. L'idée du modèle est dépassée.

Par contre, ces expériences peuvent être des sources d'inspiration efficaces, puisque la recette fonctionne malgré la diversité des situations de ces pays.

L'opinion populaire juge positivement les efforts d'entente au profit de l'intérêt général.

Je crois que la gauche radicale algérienne pourrait être plus facilement une proposition crédible, raisonnée et raisonnable aux yeux du peuple algérien, si elle parvenait comme nous l'avons fait à s'accorder.

Nous au Front de gauche, nous ne sommes mis aucune limite à gauche pour nous rassembler. Il ne faut jamais se dire qu'il y a quelqu'un de trop.

Dans ce genre de combats, nous avons besoin de tout le monde, de toutes les intelligences, de toutes les énergies et de toutes les capacités de réseaux dans la société.

Notre méthode est rassemblement et radicalité concrète.

***Après la reconnaissance des massacres du 17 Octobre 1961, François Hollande a reconnu les souffrances infligées au peuple algérien par la colonisation, lors de sa visite à Alger, sans présenter réellement des excuses. Ne pensez-vous pas que la réconciliation entre les deux pays passe forcément par une vraie repentance de la France officielle pour ses crimes, commis tout au long de 132 ans d'occupation violente de la terre algérienne ?***

Non. Pas du tout. Ce serait produire une confusion de plus ! Le peuple français n'a pas décidé l'invasion de 1830. C'est la monarchie qui l'a fait. Quand il a été consulté démocratiquement, le peuple français a toujours opté pour la solution la plus avancée. Le peuple français n'est pas davantage responsable de la colonisation que de l'esclavage ou de la déportation des juifs ! Allons au bout du devoir de mémoire, car, à ceux qui ont souffert, à ceux qui ont perdu, à ceux qui sont morts, à ceux qui ont été blessés, à tous ceux qui aiment l'Algérie, nous ne devons pas que de bonnes paroles ; nous leur devons la vérité, la vérité qui est politique et qui permet à la nation, épreuve après épreuve, de renforcer son expérience et de savoir ce qu'elle doit, pour l'avenir, éviter à jamais. J'ai dit devant le Sénat français que nos armes ont combattu pour un ordre injuste, celui de la colonisation et qu'il était juste qu'elles perdent ce combat. Le peuple algérien et l'Algérie se sont constitués dans la guerre d'indépendance. Cette guerre il l'a gagnée. Quel genre de vainqueur a besoin des excuses du vaincu ? En avons-nous jamais demandé, après les avoir vaincus, aux

Allemands qui nous ont envahis trois fois en un siècle ? Maintenant La guerre est finie. Nous vivons ensemble. Offrons sans barguigner à nos enfants communs, à nos familles communes les bienfaits de la paix et de l'effort commun sans regarder sans cesse par-dessus nos épaules.

***Vos rivaux politiques directs — le Front National dont le fondateur a « du sang jusqu'aux coudes, le sang d'un tortureur pendant la guerre d'Algérie », selon votre propre expression, ainsi que plusieurs cadres de l'UMP comme Gérard Longuet et, plus récemment, Michèle Tabarot qui, entre autres, refuse de condamner le terrorisme de l'OAS cofondée par son père et ses acolytes — persistent dans la défense des bienfaits de la colonisation et maintiennent leurs discours hostiles vis-à-vis de l'Algérie indépendante. Quel objectif politique stratégique à élucider se cacherait derrière cette position troublante de l'extrême droite et d'une grande partie de la droite ?***

Dans ce cas, l'Algérie est un prétexte ! C'est une autre façon de formuler un projet politique pour la France.

Marine Le Pen et ses relais à l'UMP veulent justifier la violence la plus abjecte pour défendre un ordre injuste. La figure du musulman occupe la place de celle du juif avant-guerre pour cette droite. Il s'agit de faire croire que les musulmans ne peuvent pas être nos compatriotes et que les Français peuvent être inégaux en droits du fait de leur prétendues racines.

Ce déni justifie l'usage de tous les moyens politiques de discrimination et de ségrégation sociale. Et j'affirme haut et fort que cela suffit pour exiger des immigrés et des citoyens français issus de l'immigration de se justifier ou de rendre des comptes. Qu'on leur permette de vivre tranquilles. Moi je veux faire France de tout bois !

***Puisque vous évoquez la question de l'islam, des récentes études d'opinion montrent qu'une grande partie des Français adhère aux idées du Front National et une quasi-majorité d'entre-eux, 74% selon Ipsos, pense que l'islam est incompatible avec les lois de la République. Quelle analyse faites-vous sur ce sujet ?***

Ces études sont totalement biaisées !

Elles illustrent bien ce harcèlement médiatique qui vise en fait à produire ce qu'il fait mine de dénoncer.

Je veux rappeler que l'islam n'est pas un fait lié seulement à l'immigration. De nombreux Français sont musulmans. L'islam est la deuxième religion pratiquée en France. N'oubliez jamais le nombre considérable des binationaux maghrébins. Telle est la France contemporaine ! C'est là un point de départ de ma pensée sur la construction de l'identité dans mon pays. Le camp auquel j'appartiens pense que la France est en train de se reformuler à travers ce mélange qui succède à bien d'autres dans l'histoire. L'autre camp voit cela comme une opportunité politicienne.

La xénophobie ne tombe pas du ciel ; elle résulte de stratégies politiques, de moyens et d'un terrain favorable.

Il y a, en France, un courant qui a fait de l'immigration un prétexte pour créer une division dans le monde du travail et entre les citoyens français pour des fins électoralistes et sociales.

Voyez comment cela s'est passé durant la présidentielle, par exemple !

Est arrivé le texte sur la stabilité financière en Europe qui oblige la France à une austérité sans fin, mais les médias n'ont pas trouvé mieux que de mettre en avant les délires de Marine Le Pen pour imposer un débat sur la viande halal et la manière dont les bêtes sont abattues dans les abattoirs. Ce sujet a occupé l'espace public des scènes médiatiques pendant plusieurs jours à la place des vraies questions d'intérêt public.

Quel honte ! Quel abaissement ! Finalement, on nous crée des faux débats pour éviter les vrais.

***Que faire alors pour lutter contre cette islamophobie qui se banalise et menace la cohésion sociale en France ?***

C'est vrai que ce genre de campagne menace la cohésion républicaine et sociale. Comprendons qu'il s'agit de manipulations et non de faits objectifs. Luttons pour la défense du fondement politique universaliste de la France depuis les Lumières et la Révolution française. Il faut mener la lutte idéologique tous azimuts. La religion musulmane, pas plus que la catholique ou la judaïque, n'ont de droits dans le champ politique. Notre République a été fondée sur la séparation entre les églises et l'Etat. J'assume cette laïcité ; elle protège notre liberté de conscience et notre liberté de pratiquer ou non notre religion.

Il ne faut pas confondre cela avec la laïcité-prétexte de Mme Le Pen qui s'est emparée du thème pour s'en prendre aux musulmans et, en même temps, met en avant dans ses discours les prétendues racines chrétiennes de la nation française. Moi je le réaffirme, il n'y a aucune incompatibilité entre l'islam et la République. D'ailleurs, selon ce que je crois savoir, il est ordonné dans le Coran de se conformer aux lois des pays où l'on se trouve.

Par conséquent, ici c'est la loi laïque qui n'interdit, je le rappelle, aucun aspect de la pratique religieuse. L'interdiction des prières de rues s'adresse à toutes les religions comme problème de circulation et d'appropriation de l'espace public. De même, le voile intégral est interdit car considéré par notre société comme une maltraitance faite aux femmes et une privation du droit de dévisager. Cela n'a rien à voir avec une appréciation sur la religion.

Mais il est vrai qu'il y a une minorité d'extrémistes qui abusent. Ils tombent sous le coup de la loi. Ce n'est pas spécifique aux musulmans. Je rappelle quand même que le seul bâtiment public occupé de force par une religion est l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet et que c'est l'œuvre d'intégristes catholiques.

La République n'est pas un régime neutre. C'est un régime de liberté de conscience et d'égalité humaine. Sur cette base, on peut gérer pacifiquement une vie commune harmonieuse et contenir le sectarisme et l'intolérance.

***Toujours sur la question de l'immigration, vous vous démarquez complètement du reste de la classe politique française en appelant à la régularisation de tous les sans-papiers. Cette démarche est-elle réaliste vu les conséquences qu'elle pourrait engendrer ?***

Ceux qui refusent la régularisation des sans-papiers qui vivent et travaillent sur notre territoire sont soit des hypocrites soit des menteurs.

Les travailleurs et les familles de sans-papiers participent à la vie de notre pays. Leur traque est un gigantesque gâchis et leur expulsion globale est concrètement impraticable. L'appel d'air que provoqueraient les régularisations est un fantasme. Cela méconnaît complètement les causes de l'immigration des sans-papiers. La misère ne vous fait pas quitter votre pays de bon cœur. C'est un arrachement violent. Les pays du Nord et en particulier l'Union européenne en sont directement responsables en raison des politiques d'ouverture forcée des marchés qu'ils imposent aux pays du Sud.

Entre l'Europe et l'Afrique, nous devons passer du règne actuel de la libre-concurrence et de la compétition à la coopération et la protection sociale et écologique de nos économies. Là se trouve la clé des défis migratoires.

***Les visas de circulation et la loi régissant les titres de séjour des immigrés algériens restent des points sensibles à régler entre les deux pays. A titre d'exemple, les étudiants algériens souffrent le martyre en France pour trouver du travail ou des stages pratiques. Quelles sont les bonnes formules, à votre avis, pour résoudre les problèmes des expatriés des deux pays et instaurer une réciprocité ?***

Il faut partir de l'intérêt commun à agir. Dans le cadre des projets communs éco-socialistes que je propose pour nos deux pays, des programmes communs d'enseignement professionnel et d'enseignement supérieur devraient être mis en chantier pour affronter avec des savoir-faire communs, les défis écologiques auxquels nous sommes pareillement confrontés dans la Méditerranée. En tirant le meilleur parti de la science et de la technologie, nous donnerions ainsi à un nombre croissant de jeunes des deux rives la possibilité d'acquérir une qualification dans un autre pays. \_ C'est un besoin urgent pour résoudre ensemble les défis de la transition écologique qu'il faut conduire.

***Sur un autre registre, malgré tout ce qu'on dit sur les relations économiques entre les deux pays, la réalité des chiffres et des statistiques prouve que l'Algérie ne représente pour la France qu'un marché juteux. Selon vous, quel est le meilleur partenariat économique gagnant-gagnant qui pourrait exister entre Alger et Paris ?***

D'abord je vous rappelle que l'Algérie est maître de ses choix, non ? Commencez par balayer devant votre porte, ensuite cessez d'appeler « la France » les capitalistes de mon pays ! C'est un cliché très pénible !

Je suis aussi la France, nos enfants communs sont la France. Nous ne pillons pas l'Algérie et nous ne sommes pas d'accord pour qu'elle le soit.

Est-ce que je dis, moi, « l'Algérie » pour parler des Algériens qui s'entendent avec les capitalistes de mon pays ?

Ces sortes de confort de langage permettent trop souvent de ne pas identifier l'adversaire réel ce qui est une autre façon de le protéger ! Et ils nous empêchent de fraterniser quand il le faudrait !

Pour reconstruire un partenariat économique sur des bases égalitaires, nous devons d'abord tourner le dos aux politiques d'ouverture forcée des marchés et de libéralisation des échanges. Ces politiques ont conduit à une économie de jungle et de pillage qui ne profite ni aux travailleurs français ni aux travailleurs algériens.

En rompant avec ce modèle libéral périmé, nous pourrions travailler ensemble à de grands projets de développement commun, au service de l'intérêt général humain que la crise écologique fait apparaître.

Nos deux pays ayant une tradition forte d'intervention économique de l'Etat, des axes communs de planification écologique pourraient nous permettre de réorienter nos systèmes productifs et de consommation au service des besoins réels des populations et de l'emploi, dans le respect des écosystèmes.

Voilà le point de vue qui fait d'un Français un Algérien comme un autre.

***La lutte antiterroriste est l'une des priorités suprêmes de la coopération algéro-française. Ceci s'est traduit récemment par l'ouverture de l'espace aérien algérien aux avions français menant une guerre au Mali. Comme la quasi-totalité de l'opinion publique algérienne, vous avez exprimé des réserves sur l'utilité de l'intervention française et émis des doutes sur ses vrais objectifs.***

***Pourquoi pensez-vous que la solution militaire n'est pas la bonne au Mali ?***

J'ai réagi en citoyen d'un pays démocratique. En démocratie, le respect du droit international, la clarté des buts de guerre, la soutenabilité d'une stratégie militaire sont des questions préalables au recours à la force.

L'argument de l'urgence est une imposture.

La guerre a un concept ; le terrorisme est une sottise. Je trouve désolant que l'on n'ait tiré aucune leçon des interventions militaires successives en Afghanistan, en Irak et en Libye. Toutes ont prétendu apporter une solution militaire au terrorisme. Toutes se sont soldées par un désastre, à tel point qu'elles ont même fait fructifier le terrorisme qu'elles étaient censées combattre.

Ainsi, la déstabilisation du Mali est en partie une conséquence de l'intervention militaire en Libye.

Quant aux autres problèmes profonds du Mali que cache la question du terrorisme, à commencer par l'insurrection touareg, la solution militaire ne peut que les envenimer au détriment de la paix civile et de la reconstruction de ce pays.

***Que proposez-vous comme alternative afin d'éradiquer le terrorisme international ?***

Le terrorisme international est un concept fourre-tout, sans signification géopolitique ni militaire.

Les interventions militaires impériales et la bienveillante cécité à l'égard de bailleurs de fonds aggravent le mal qu'elles prétendent combattre.

Ensuite, elles évitent de s'attaquer à ses causes qui n'ont souvent rien de vraiment religieux ou culturel. Les guerres d'Etats ont tendance à suivre les pipelines !

Les guerres privées que mènent les bandes armées terroristes sont surtout une des modalités, parmi les plus rentables, des trafics dont la mondialisation libérale de l'économie a permis l'explosion. L'affaiblissement des Etats et l'appauvrissement des populations engendrés par les politiques du FMI et de l'OMC sont le terreau profond du « terrorisme » contemporain. Le djihadisme n'est ainsi bien souvent que l'emballage médiatique d'un banditisme qui prospère dans les sociétés désertées par l'Etat. Les mêmes phénomènes s'observent sous d'autres emballages jusqu'au cœur de l'empire nord-américain. C'est en permettant aux économies des pays du Sud de se protéger socialement et écologiquement et en s'appuyant sur la souveraineté populaire des peuples pour reconstruire des Etats forts et légitimes que l'on fera reculer le retour des « guerres privées ».

***Cela nous amène à évoquer le Printemps arabe. Que pensez-vous des conséquences engendrées par ces événements ?***

Déjà, je suis méfiant vis-à-vis de *cette appellation de Printemps « arabe »*. Veut-on sous-entendre qu'il est enfermé d'avance dans un cadre ethnique, voire religieux ?

Je n'ai vu dans l'exemple de la révolution tunisienne que des revendications universalistes. On y réclamait la paix, la démocratie et le respect des droits de l'homme. Cette révolution reste un prototype d'un extrême intérêt universel.

Le peuple tunisien est héritier des avancées considérables de ses droits civiques, comme l'égalité des sexes, grâce à un cumul de luttes dans le temps. La révolution tunisienne est notre enfant chéri à tous.

C'est une révolution sociale. Et, en tant que telle, elle défend les questions sur lesquelles est constituée la modernité.

Aussi, c'est une révolution pacifique malgré certains épisodes violents.

Son intérêt est de poursuivre sur ce chemin pacifique. Car si les armes s'en mêlent, le dernier mot reviendra au mieux armé et cela n'est pas une garantie de démocratie pour le futur.

Voilà pourquoi je pense que les révolutions libyenne et syrienne sont mal parties à causes des violences qui les ont défigurées.

Je sais que la révolution tunisienne va s'arc-bouter pour ne pas basculer dans le chaos de la violence après l'infâme assassinat de Chokri Belaïd.

*À ce propos, qu'est-ce que vous inspire le combat de cette grande figure de la gauche radicale tunisienne ?*

La foule grandiose qui a accompagné la dépouille du défunt à sa dernière demeure prouve que l'émotion a dépassé les rangs partisans qu'il a influencés.

Il y a une perception nationale commune du rôle important qu'il jouait dans le processus démocratique en Tunisie du fait de sa participation au Front populaire auquel appartient son parti.

Je ne partage pas seulement la cravate rouge avec ce grand monsieur, mais aussi une compréhension commune du rôle tribunicien.

Il était un grand tribun, le tribun des pauvres, des ouvriers et des femmes. Il nous a donné une leçon de courage. Il n'a provoqué personne, il a juste dit ce qu'il y avait à dire. Il l'a dit haut et fort. Je suis persuadé qu'au Maghreb, il y a beaucoup de femmes et d'hommes qui ont cette même conscience politique exigeante. Ils ne sont pas seulement utiles à leurs idées, mais à leur peuple tout entier.

*Samir Ghezlaoui*

*El-Watan*

*10 février 2013*



Voir en ligne : <http://www.elwatan.com/internationa...>